

23 octobre 2006

Québec solidaire Pour une plate-forme anticapitaliste



Il a été impossible à la Coordination nationale de Québec solidaire de proposer une plate-forme synthèse pour l'échéance du 15 octobre comme convenu. Comme cette échéance était déjà tardive pour permettre un débat sérieux à la base à temps pour le congrès décisionnel des 24-26 novembre, la Coordination nationale a dû se résigner à publier les documents de travail des 14 commissions thématiques le 17 octobre sur l'Intranet quitte à annoncer un document-synthèse « *d'ici peu* ». Une lecture rapide des documents indique qu'ils contiennent bien au-delà des « *25 propositions pour les 1000 premiers jours d'un gouvernement solidaire* » tant quantitativement que qualitativement, sans compter leur grande diversité idéologique et politique. De toute évidence, le processus verticaliste de la direction nationale n'est pas tout à fait arrivé à contrôler l'initiative de la base.

On nous annonce que « *[s]ur la base de ces derniers [documents], des travaux se poursuivent avec les membres de la Commission politique et du Comité de coordination national.* » Il est facile de deviner l'intensité des débats et les difficiles arbitrages à faire. La publication des documents sert aussi de prix de consolation pour moult efforts qui de toute évidence n'aboutiront pas. La culture consensuelle de Québec solidaire en prendra pour son rhume. Comble de déficience démocratique, on avertit les membres de prendre « *note que c'est sur le contenu de ce document synthèse que porteront les discussions lors du prochain congrès* » ! Comme le dit l'adage : « la dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours. »

Pour garder l'illusion du consensus, la direction de Québec solidaire avait réussi le tour de force de fonder un parti sans programme, se contentant d'une vertueuse Déclaration, ce qui lui donnait une totale liberté en matière d'orientation et de programme. Quant aux membres, la direction les enjoint encore et encore de ne s'occuper que de financement, de recrutement et d'organiser des assemblées d'investiture. Cette approche typiquement bureaucratique et électoraliste a relativement bien réussi avec cependant quelques grincements. Les 26-29 mai 2006, le Conseil national a exigé que les priorités soient non uniquement les prochaines élections comme le proposait la direction mais aussi l'implication dans les luttes sociales, résolution que la direction n'a toutefois jamais mise en pratique. Au CN des 29-31 septembre, la direction a dû céder à la pression de la base en acceptant la revendication du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan... tout en y réaffirmant toutefois le rôle de l'ONU.

Reste que la publication obligée des documents de travail des commissions thématiques offre l'occasion aux instances locales et régionales, de même qu'aux collectifs même s'ils ne sont pas encore reconnus, d'enfin s'emparer du débat politique et d'imposer ses priorités à la bureaucratie dirigeante qu'appuient malheureusement plusieurs collectifs marxistes-révolutionnaires au lieu de s'en démarquer. En particulier, il donne l'occasion à une gauche anticapitaliste de faire sa marque. Plusieurs revendications proposées, sur la base de la défense du bien commun, de la souveraineté et de la redistribution de la richesse stipulés dans la Déclaration, sont nettement anticapitalistes ou tout au moins antinéolibérales. Il est impératif que les anticapitalistes s'en emparent, même si elles ne sont pas retenues ou qu'elles soient déformées par le document synthèse.

Les questions nationales, des questions stratégiques

Ce que le peuple québécois attend d'abord et avant tout d'un parti de gauche c'est une orientation générale, plus concrètement dit, l'ordre de marche vers un Québec indépendant et socialiste. L'ADQ propose le retour au capitalisme sauvage et autonomiste à la Duplessis, les Libéraux la même chose mais fédéraliste, le PQ la même chose mais souverainiste. Inutile d'ajouter que l'hypothétique référendum péquiste mène tout droit dans le mur de la défaite parce que le peuple québécois n'est pas assez fou pour risquer une guerre civile pour un p'tit Canada néolibéral.

Il est donc impérieux de lier indissociablement libération nationale et libération sociale, ce qu'accomplit la stratégie de l'Assemblée constituante pour un Québec indépendant sur la base d'une mobilisation dans la rue pour l'imposer à une bourgeoisie fédéraliste qui résistera bec et ongles. On peut donc s'appuyer sur la proposition de la commission sur la souveraineté en la simplifiant et en la précisant :

Québec solidaire propose l'élection d'une Assemblée constituante à la proportionnelle et à parité femme-homme pour élaborer la constitution d'un Québec indépendant.

Il faut être clair que nous voulons l'indépendance et non pas simplement la mièvre « souveraineté » péquiste qui ré-ouvre la porte à un retour fédéraliste par l'intermédiaire de l'interprétation de la souveraineté comme simple liberté de choisir. Inutile non plus de noyer le poisson dans une phraséologie de démocratie participative qui, à la fois, n'engage à rien de concret, annonce un super étapisme et surtout fait l'impasse sur la mobilisation dans la rue qu'il faudra et qui sera bien autre chose que des forums publics purement consultatifs.

En harmonie avec notre lutte pour un Québec indépendant, comme le souligne la Commission sur les Autochtones, « *un gouvernement solidaire reconnaîtra le droit des peuples des onze nations autochtones du Québec à disposer d'eux-mêmes, à déterminer librement leur statut politique et à assurer librement leur développement économique, social et culturel.* » Cependant, pour bien se démarquer de la reconnaissance nationale de ces nations par le gouvernement du Québec qui n'a aucune conséquence pratique, pour clairement signifier que nous appliquons à ces

nations les mêmes principes que nous nous appliquons à nous-mêmes, il est impérieux de clairement dire que le prétendue principe de l'intégrité territoriale ne s'applique aucunement aux nations autochtones et inuit du Québec :

Québec solidaire reconnaît aux onze nations autochtones et inuit du Québec le même droit à l'autodétermination qu'il se reconnaît à lui-même c'est-à-dire le droit à la séparation

De la même manière que le test suprême de la gauche canadienne-anglaise est le soutien à la lutte du peuple québécois pour son indépendance, et non seulement son droit à l'autodétermination, le test suprême de la gauche québécoise est la reconnaissance aux nations autochtones de leur droit de se séparer du Québec, et non seulement une vague reconnaissance nationale accompagnée de tous les droits que l'on veut.

Il va de soi, comme le recommande la Commission, qu'un gouvernement solidaire reconnaîtra le caractère inaliénable des droits ancestraux des peuples autochtones présents sur le territoire québécois. De plus, il approuvera le projet de Déclaration sur les droits des peuples autochtones de l'ONU qui doit être voté cette année et auquel s'oppose le gouvernement du Canada. Un gouvernement solidaire soutiendra le combat des associations de femmes autochtones contre les inégalités

Le plein emploi écologique par et pour une démocratie radicale

La tâche essentielle à laquelle sera confronté un Québec indépendant et socialiste et pour laquelle combat immédiatement le peuple québécois avec la participation proactive de Québec solidaire, c'est de vaincre la pauvreté par et pour le plein emploi écologique et par et pour une démocratie radicale et participative au Québec et dans le monde. Plusieurs propositions des commissions thématiques vont dans ce sens.

Cette tâche est strictement impossible dans le cadre du néolibéralisme guerrier. On ne le dira jamais assez : la libre circulation des capitaux garanti par les accords de libre-échange et la guerre du pétrole dite faussement guerre contre le terrorisme empêchent toute alternative nationale de gauche. Malheureusement, la Commission sur l'altermondialisation ne propose que de réformer l'ALÉNA, laissant ainsi tomber l'acquis du Sommet des peuples de Québec en avril 2001 qui avait proclamé haut et fort « *Non à la ZLÉA* » la ZLÉA étant pour le Québec et le Canada l'ALÉNA. En corollaire, elle n'a pas compris la nécessité du contrôle étatique du mouvement des capitaux. Il faut donc ajouter ces revendications et préciser davantage certaines de ses autres propositions :

- **Le retrait immédiat de l'ALÉNA**
- **Le refus de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)**
- **Le contrôle étatique des mouvements de capitaux**
- **L'annulation de la dette des pays du tiers-monde**
- **La mise sur pied d'une Agence de coopération internationale pour favoriser un développement endogène fondé sur la souveraineté**

alimentaire, le commerce équitable, et consacrant 0,7 % du PNB à l'aide internationale

- **Le retrait des alliances militaires dont NORAD et l'OTAN**
- **Le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan de même que toute participation à la prétendue guerre contre le terrorisme au côté des États-Unis**
- **La conversion de l'industrie militaire**
- **L'abolition des Certificats de sécurité**
- **L'accueil des personnes réfugiées qui fuient la guerre, particulièrement les déserteurs de l'armée étasunienne**

La lutte contre le néolibéralisme guerrier rend crédible celle pour préserver le bien commun contre la privatisation. La commission sur l'économie propose que :

Toutes les ressources naturelles doivent devenir propriété de l'État et être exploitées directement par l'État.

« Car, comme le dit la Commission, *il ne suffit pas d'affirmer leur appartenance collective, il faut en contrôler étroitement l'utilisation dans le sens du bien public.* » De plus, « *[/]Les modes de gestion des organismes qui géreront ces ressources devraient s'inspirer des principes de la démocratie participative.* » Il s'agit donc de socialisation et non de simple étatisation, par exemple, comme pour Hydro-Québec. Ne reste plus qu'à préciser que cette étatisation-socialisation aura comme contrepartie la dette écologique du pillage, qu'elle se fera donc sans compensation.

Dans la mesure où la production manufacturière et de certains services reste le lot de l'entreprise privée, celle-ci devra se conformer à une

Augmentation du salaire minimum à 10,00\$ l'heure, avec indexation

La Commission économique, malheureusement, s'enfarge dans le revenu de citoyenneté qu'elle ne définit cependant pas mais qu'on pourrait comprendre comme un revenu minimum garanti égal, pour un adulte, à ce que donne le gouvernement fédéral aux personnes âgées sans autre revenu soit un peu plus de 1 000 \$ par mois. Chose certaine, il serait nécessaire d'ajouter :

- **L'indexation rétroactive des prestations de bien-être sociale**
- **La construction de 8 000 logis sociaux par année**

Inutile d'ajouter que pour financer ces mesures et le réinvestissement dans les services publics, il faudra qu'entreprises privées et riches fassent leur part. Pour y arriver, la Commission propose de :

- **Augmenter les impôts sur les profits**
- **Taxer pleinement le gain de capital**
- **Éliminer les paradis fiscaux**
- **Mettre en place la taxe sur les transactions financières (taxe Tobin)**
- **Éviter les reports d'impôts**
- **Taxer lourdement les successions au-dessus de 750 000 \$**

Ce à quoi il faudrait ajouter, sans doute malencontreusement oublié par la Commission économique, l'augmentation significative de la progressivité de l'imposition des hauts revenus, modérément à partir de 50 000 \$ et substantiellement au-delà de 100 000 \$. Pourquoi pas aussi la suppression des fiducies de revenu ?

De plus, comme le dit la Commission, « *corollairement, les subventions inconditionnelles aux entreprises privées cesseraient. Toute aide à l'entreprise, si elle est jugée essentielle, serait assortie de modalités de remboursement et de contrôle. Toute demande aux employés de consentir des 'sacrifices' pour aider l'entreprise deviendrait un contrat et les employés seraient compensés dès que la situation redeviendrait meilleure.* »

La réforme fiscale donnera les moyens, comme le proposent la Commission sur la santé, celle sur l'éducation et celle sur la justice, de

- **Créer un régime entièrement public et universel d'assurance médicament**
- **Créer une entreprise pharmaceutique étatique**
- **Créer un programme universel d'alphabétisation et de prévention de l'analphabétisme**
- **Établir un plan de perfectionnement du français**
- **Établir des mesures progressives visant la pleine gratuité scolaire dans le domaine des études post-secondaires**
- **Diminuer le nombre d'élèves par classe à tous les niveaux d'enseignement**
- **Réduire progressivement le financement public des établissements scolaires privés d'éducation de base (primaire et secondaire).**
- **Rétablir l'accessibilité à l'aide juridique tel qu'établi lors de sa création en 1972.**

L'étatisation-socialisation de nos ressources combinée à la réforme fiscale, à l'élimination de la pauvreté et au réinvestissement dans nos services publics donnera au peuple québécois les moyens du tournant écologique que propose la Commission environnement, soit :

Respecter l'entente du protocole de Kyoto, par la suite diminuer les émissions de 30 % d'ici 2020 et à 60 % d'ici 2050.

Pour y arriver, la Commission propose :

- **Une économie de neuf térawattheures d'ici 2010 au lieu des huit térawattheures d'ici 2015 fixés par le gouvernement**
- **La fermeture des centrales thermiques de Bécancour et de Tracy, couplée à un programme de réorientation de la main-d'œuvre**
- **Le soutien aux régions pour qu'elles ajoutent 1000 MW d'énergie renouvelable dans les cinq prochaines années**
- **Une stratégie visant à augmenter l'utilisation du transport en commun de 10 % par année en milieu urbain et à favoriser les modes de transports alternatifs en milieu rural.**

- **Un réseau de parcs nationaux et de réserves écologiques répartis sur l'ensemble du territoire pour atteindre l'objectif de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), soit un minimum de 12 % du territoire québécois**
- **Se donner les moyens d'atteindre d'ici 2008 le taux prévu de 65% de récupération des déchets**

Malheureusement, la Commission environnementale ne précise pas que les développements de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables doivent relever uniquement du secteur public et non pas être sous-traités à l'entreprise privée. C'est là la seule solution compatible avec la revendication de la nationalisation des ressources naturelles et avec la campagne à cet effet de la FTQ-SCFP. La priorité donnée au transport en commun ne devrait-elle pas avoir comme contrepartie un moratoire sur le développement des systèmes autoroutiers, en particulier l'autoroute 25 ?

Qui dit un Québec écologique dit aussi une agriculture biologique implicite dans les propositions de la Commission sur l'agro-alimentaire et la ruralité. Cette commission propose :

- **L'étiquetage obligatoire des aliments contenant des OGM**
- **Un moratoire sur le développement des OGM au Québec**
- **Le renforcement du soutien éco-conditionnel aux revenus des agriculteurs**
- **L'élaboration d'un régime de crédits environnementaux**
- **Le rapprochement de la production agricole et de la consommation alimentaire**

Construire le rapport de forces pour un Québec indépendant et socialiste suppose de lutter pour un élargissement radical de la démocratie y inclus un maximum de démocratie directe. *« Il s'agit dans un premier temps de défendre et de renforcer les libertés syndicales. Dans cette optique, un gouvernement progressiste ne pourrait pas laisser en vigueur les lois anti-syndicales et anti-démocratiques adoptées par le gouvernement libéral. »* La Commission sur le travail propose donc :

L'Annulation des lois anti-syndicales adoptées par le gouvernement libéral

soit les lois scélérates de décembre 2003 et celle de décembre 2005 imposant des conventions collectives au secteur public et para-public.

L'élargissement de la démocratie requiert aussi la disponibilité d'esprit et le temps de la militance qu'entravent les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et les longues semaines de travail, en particulier pour tous ces travailleurs et travailleuses atypiques que le néolibéralisme a produit à la tonne. La Commission propose :

- **L'interdiction des disparités de traitement fondées sur le statut d'emploi**
- **La réduction de la semaine normale à 38 heures (de deux heures aussi pour les exceptions) sans perte de salaire**

- **L'augmentation des vacances obligatoires à trois semaines par an pour un an et plus d'ancienneté et à quatre semaines pour cinq ans et plus d'ancienneté**
- **Le droit de refus de temps supplémentaire après les heures normales quotidiennes et hebdomadaires de travail et le droit syndical de promouvoir ce refus**
- **Étendre l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) à tous les secteurs d'activités**

Il faut aussi radicaliser la démocratie institutionnelle. Pour ce faire, la Commission démocratie et région propose l'élection proportionnelle, plus précisément :

- **Le mode de scrutin proportionnel mixte et compensatoire à l'échelle nationale (incluant un double vote)**
- **Des mesures légales afin de favoriser l'atteinte de la parité hommes-femmes à l'Assemblée nationale**
- **Des mesures légales visant à ce que la composition de l'Assemblée nationale reflète la diversité ethnoculturelle québécoise.**

La radicalisation de la démocratie pose l'épineux enjeu de l'aliénation régionale. La Commission propose de « *favoriser une décentralisation graduelle de la vie politique pour que chaque région ait davantage d'autonomie économique et décisionnelle quand à son devenir dans le respect du caractère universel des programmes sociaux et de l'importance d'une péréquation.* »

La double journée de travail, tout comme la pauvreté et la violence, sont des obstacles majeurs à la participation des femmes à la vie politique et sociale. La Commission famille propose :

- **L'élimination de la prise en compte du montant de la pension alimentaire dans l'attribution de l'aide sociale et de l'aide financière aux étudiantEs**
- **L'augmentation du nombre de loyers subventionnés pour les familles et les personnes âgées**
- **La reconnaissance du temps consacré à la maternité et au soin des enfants en bas âge (jusqu'à 6 ans) comme du temps travaillé et sa rémunération aux fins du calcul de la retraite dans les régimes collectifs, ainsi que le régime des rentes. Que cette mesure soit rétroactive**
- **La reconnaissance économique et sociale du travail des personnes proches aidantes effectué auprès des enfants malades, des personnes handicapées et des personnes en perte d'autonomie (ex : heures cumulatives pour l'assurance-emploi)**
- **Le soutien à l'intégration au marché du travail des femmes qui ont connu une absence prolongée**
- **Des services d'aide familiale et ménagère au tarif modulé en fonction du revenu**
- **La mise en place (et le soutien aux endroits existants : organismes famille) de lieux d'échanges et d'entraide pour les familles**
- **Une véritable campagne de prévention de la violence faite aux femmes**

- **Un financement de base adéquat aux organismes communautaires ayant des mandats à la famille, aux jeunes ou à la condition féminine**
- **Le rétablissement du lien entre les services de garde en milieu familial (RSG) et les CPE**

« Dans un Québec solidaire et pluraliste, chaque membre de la société, peu importe son origine, sa religion, son orientation sexuelle, sa classe économique, son sexe, son âge, aurait sa place. Encore aujourd'hui, trop de personnes vivent en marge de la société et ne peuvent pas exercer pleinement leur citoyenneté. » nous dit la Commission sur l'intégration citoyenne. Comme mesures d'intégration, elle propose, en particulier pour la population immigrante et les communautés culturelles :

- **Embauchage de personnes appartenant aux communautés culturelles et de minorités visibles au sein de l'administration publique et para-publique à la hauteur de 5% d'ici 2011, soit 1% par année**
- **Création d'une commission nationale sur l'intégration citoyenne**
- **Création de cours de français à temps plein et à temps partiel avec pleine allocation pour à tous les immigrants avec un effort particulier pour les femmes immigrantes**
- **Accélération de l'équivalence des diplômes et des expériences de travail obtenus à l'étranger**

Comme le dit la Commission sur la culture, « [a]u Québec, c'est en français que cela doit se faire. » car comment une citoyenne ou un citoyen pourrait-elle/il participer à la vie publique sans être à l'aise dans la langue nationale ? Comment pourrait-on développer une vie publique nationale sans l'accès de tous et toutes à la culture nationale ? Pour y arriver, la Commission propose :

- **Des congés linguistiques offerts aux travailleurs et travailleuses occupant un emploi sans posséder le français comme langue de communication. Les cours seraient offerts aux heures de travail et soutenus en partie par l'employeur qui bénéficierait de crédits d'impôt.**
- **De soutenir la télévision publique (Télé-Québec) afin de lui permettre de devenir un véritable outil d'éducation populaire de qualité.**
- **Que soient accessibles gratuitement en tout temps, tous les musées publics**
- **Que tous les élèves du Québec, du primaire au collégial inclusivement, ainsi que les immigrants en formation linguistique aient accès, chaque année, grâce au soutien de l'État, à quatre manifestations artistiques professionnelles**

Une alternative anticapitaliste

Un telle plate-forme électorale retient du travail des Commissions leurs propositions clairement antinolibérales et anticapitalistes tout en les précisant, les acérant et en les complétant. On n'a pas retenu les abondantes propositions d'ordre administratif et principielles dues, sans doute, au déséquilibre de la composition des commissions aux

dépens des militants et militantes de terrain, cela à cause du refus de la direction nationale d'inviter les instances régionales et locales à soumettre leurs propres propositions à un comité de synthèse.

Il n'est pas du tout évident que la direction nationale fasse une synthèse antinéo-libérale et encore moins anticapitaliste si l'on en juge par les quelques développements programmatiques de son crû en particulier sur la question de la guerre mais aussi sur celles de l'énergie et de la santé. Il faut d'autant plus s'attendre à cette issue que l'insistance à faire des propositions « *réalistes* » de la part de la direction combiné à l'exigence de propositions « *pour les 1000 premiers jours d'un gouvernement solidaire* » annonce une approche électoraliste à court terme qui n'envisage aucunement une mobilisation de la rue et encore moins le rôle de Québec solidaire pour y arriver.

Il est donc impérieux que la mouvance anticapitaliste au sein de Québec solidaire s'unisse, fasse cette synthèse anticapitaliste, la propose ouvertement aux membres tout drapeau déployé et n'hésite pas à affronter le projet de synthèse social-libéral de la direction nationale. C'est ainsi que l'on construira une alternative anticapitaliste au sein de Québec solidaire prête à prendre la relève au prochain tournant de la lutte sociale, une fois surmontée la défaite stratégique de décembre 2005 par le secteur public, quelle que soit la forme que cette alternative prendra alors.

Marc Bonhomme
23 octobre 2006